

## DÉCLARATION

**Ce 20 mars marque un séisme politique. La marche à l'effondrement des institutions de la V<sup>e</sup> République et de l'Union européenne s'accélère. Ecrasante est la défaite du gouvernement en proie à une dislocation ouverte qu'expriment les consignes de vote contradictoires données par Sarkozy et Fillon pour le deuxième tour. Est-ce pour autant une victoire du PS (et de ses alliés) ? N'est-il pas lui aussi frappé par le rejet qui réduit son score à 10 % des inscrits?**

Au lendemain de l'élection cantonale du 20 mars, nul ne peut prétendre ignorer la signification de l'abstention massive. Tous les records sont battus : plus de 53 % à l'échelle nationale, 67 % en Seine-Saint-Denis, 63 % dans le Val-de-Marne, 80 % dans les quartiers ouvriers les plus frappés par les suppressions d'emplois et la misère. Cette abstention massive traduit le rejet, par le peuple tout entier, de la politique de misère, de chômage et de destruction sociale. Rejet aussi d'un régime politique où le suffrage universel est vidé de tout contenu du fait du consensus entre « droite » et « gauche » sur la mise en application des politiques de rigueur dictées par l'Union européenne.

*« J'ai voté blanc comme d'habitude. Un candidat est passé ce matin pour nous dire : allez voter, les jeunes. Mais aux législatives, une candidate nous avait fait le même coup. On ne l'a jamais revue. J'ai 25 ans. J'ai bac + 3, je suis au RSA, comme tous les jeunes ici »,* témoigne Hakim, habitant à Roubaix (propos rapportés dans *La Voix du Nord*).

Ils sont des millions d'Hakim, de jeunes, de chômeurs, de laissés-pour-compte, de travailleurs des villes et des campagnes ruinés par la politique de misère dictée par les gouvernements successifs ; près de 12 millions de pauvres officiellement, sans doute quinze millions en réalité !

Il s'agissait, ce 20 mars, de renouveler les conseils généraux qui gèrent les départements.

Or, durant le mandat écoulé, les conseils généraux ont tout accepté.

Certes, face à un gouvernement qui taille à la hache dans leurs moyens et les fait crouler sous les charges supplémentaires au nom des politiques de transfert et de décentralisation, ils ont protesté. Mais au bout du compte, tous — aussi bien les 58 départements gérés par le Parti socialiste et le Parti communiste que les autres — ont relayé les politiques de rigueur anti-ouvrière, imposant aux populations déjà meurtries par le chômage et la précarité : la privatisation des services publics, les « partenariats public-privé », les fermetures de collèges, la suppression des subventions pour les transports, pour les maisons de retraite, les centres de santé et de PMI.

D'où vient ce consensus, sinon de l'acceptation, par les dirigeants des partis de « gauche », du cadre antidémocratique de la Ve République et de l'Union européenne ? En adhérant aux contraintes des traités de Maastricht et d'Amsterdam, ils se rendent prisonniers d'institutions au seul service du système capitaliste (fondé sur la propriété privée des moyens de production), qui entraîne l'humanité à la ruine.

C'est la même logique qui a conduit les dirigeants de ces partis à « exiger » l'intervention militaire de l'ONU et des puissances occidentales en Libye. Comme si les bombardements français, britanniques, américains et autres en Libye avaient pour objectif d'établir la démocratie. Comme si les gouvernements qui font la guerre aujourd'hui n'étaient pas les mêmes qui avaient soutenu et armé depuis plus de dix ans la dictature de Kadhafi. Comme si le prétendu Conseil national de transition, auquel ils apportent tous leur soutien, n'était pas dirigé par l'ancien ministre de la Justice de Kadhafi lui-même. Comme si l'objectif réel n'était pas de défendre les intérêts des trusts pétroliers et les accords d'association avec l'Union européenne et le Fonds monétaire international.

Sous une autre forme, on retrouve ici les problèmes auxquels les travailleurs ont été confrontés dans la mobilisation contre la réforme Sarkozy-Fillon-Woerth sur les retraites. Alors que, par millions en grève et en manifestation, les travailleurs exigeaient le retrait, les dirigeants du Parti socialiste et du Parti communiste, eux, proposaient une « bonne réforme », qui, sur le fond, recoupait les propositions du gouvernement, c'est-à-dire les plans de l'Union européenne.

Aujourd'hui, au nom de la menace du Front national, les appels se multiplient à cimenter un « front républicain ». Au-delà du deuxième tour des cantonales, quel en serait le contenu ? Poursuivre la politique destructrice de l'Union européenne et de la classe capitaliste ?  
.../...

Sans aucun doute, la politique défendue par le Front national incarne la plus extrême réaction, lourde des plus grands dangers. L'origine de cette situation ne réside-t-elle pas dans la crise de décomposition de la démocratie politique, qui elle-même découle de la soumission de tous au carcan corporatiste de l'Union européenne ? N'est-ce pas cela qui conduit le peuple à se détourner d'un suffrage universel dénaturé par les institutions et dont il considère qu'il n'ouvre aucune issue ?

Un choc se prépare entre les aspirations brûlantes de l'immense majorité du peuple travailleur et les institutions faillies de la V<sup>e</sup> République. Ouvrir une issue conforme à la démocratie implique d'en finir avec une situation où gouvernements de droite et de « gauche » se succèdent en poursuivant inlassablement la même politique anti-ouvrière.

Il y a urgence à répondre aux besoins du peuple travailleur. Il y a urgence à renationaliser les services publics et les entreprises publiques, à abroger les contre-réformes (en commençant par celle des retraites), à interdire les licenciements, à confisquer les avoirs des banques et des grands groupes spéculatifs, à annuler la dette au nom de laquelle on étrangle l'économie du pays. Répondre à ces besoins implique de cesser de se prosterner devant « *l'impérieuse nécessité de réduire les déficits publics* », de cesser de rembourser une dette qui est celle des capitalistes, des banquiers, et pas celle du peuple. Prendre les mesures de réorganisation de la société et de l'économie en partant des besoins du peuple suppose de s'en donner les moyens, donc de rompre avec le carcan antidémocratique de l'Union européenne et de la V<sup>e</sup> République.

Que l'immense majorité du peuple se détourne de l'élection cantonale, alors qu'il s'agit de désigner des délégués de la population chargés de représenter ses intérêts, suffit à indiquer la gravité de la situation. Pourtant, la réponse démocratique à la crise du régime se prépare.

Elle passera par la mobilisation du peuple désignant ses délégués. Le peuple rassemblé dans les communes, dans les quartiers, désignant ses délégués à d'authentiques assemblées départementales dotées des pleins pouvoirs pour résoudre les questions auxquelles la population est confrontée. Délégués et conseils départementaux qui, à leur tour, désigneront les délégués à une Assemblée nationale constituante chargée de prendre en main tous les pouvoirs et de décider les mesures d'urgence et de sauvegarde de la population et de la jeunesse.

Telle est la perspective pour la réalisation de laquelle combat le Parti ouvrier indépendant.

Pour le POI, cette issue est inséparable de la mobilisation de millions et de millions qui l'imposera. La classe ouvrière et la jeunesse, qui se sont mobilisées à l'automne dernier contre la contre-réforme des retraites, ont la capacité, en se rassemblant sur leurs revendications, en refusant de céder sur la moindre fermeture d'école, de classe, d'hôpital, en organisant la mobilisation unie sur chaque revendication pour la défense des emplois, des statuts et des garanties collectives, et des régimes de protection sociale, de s'ouvrir une telle issue.

Il y a urgence ! Malgré la crise ouverte qui le secoue, le gouvernement Sarkozy-Fillon ne renonce pas à sa réforme constitutionnelle : il veut inscrire l'obligation de l'équilibre des finances publiques dans la Constitution, et ainsi rendre anticonstitutionnelle toute revendication (et même toute organisation) qui sortirait des contraintes du « Pacte pour l'euro ». Les dirigeants du Parti socialiste, qui affirment ne pas vouloir de cette réforme constitutionnelle, se prononcent... pour la « *nécessaire réduction des déficits publics* » et proposent une loi organique ayant exactement la même fonction !

Le Parti ouvrier indépendant, qui a présenté 187 candidats aux élections cantonales, appelle à poursuivre et à amplifier le combat engagé.

En particulier, il appelle à élargir la campagne pour l'unité afin de mettre en échec la réforme constitutionnelle, c'est-à-dire la dictature de la « *réduction des déficits publics* », arme de mort et de destruction de tous les droits ouvriers. Il appelle travailleurs, militants et jeunes à organiser dans tous les domaines le combat contre la politique destructrice qui découle du consensus sur la « *réduction des déficits publics* ». A cette fin, pour aider à dégager une issue positive, il propose aux travailleurs et aux militants de toutes tendances de constituer ensemble des comités politiques de défense et de résistance.

Pour agir en ce sens, il invite celles et ceux qui partagent ses objectifs à prendre leur place dans la construction d'un authentique parti ouvrier indépendant.